



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 4572

Texte de la question

SITUATION DES COMPTES PUBLICS

M. le président. La parole est à M. Alain Chrétien, pour le groupe Les Républicains.

M. Alain Chrétien. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, lors de l'audience solennelle de rentrée de la Cour des comptes, le 19 janvier dernier, son premier président, Didier Migaud, a parlé d'un magicien, oui, d'un « magicien [...] venu animer la fête de Noël des enfants du personnel de la Cour », et, paraît-il, « ses tours de passe-passe, ses artifices de tous ordres, ses écrans de fumée ont naturellement beaucoup plu aux enfants » !

Mais qui est donc ce magicien, monsieur le ministre ? Est-ce celui qui fait croire que les déficits ont disparu, alors qu'avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce, la France fait encore partie des pays placés en procédure de déficit excessif ? Est-ce celui qui distribue à tour de bras des cadeaux électoraux faisant exploser la masse salariale de l'État, dont l'augmentation, pour 2017, équivaut à l'évolution intervenue entre 2011 et 2016, rien que ça ?

M. Jean-Yves Caullet. Tiens, quelqu'un qui lit le journal !

M. Alain Chrétien. Est-ce celui qui porte le CICE de 6 à 7 % de la masse salariale des entreprises en 2017, avec un effet bizarrement repoussé en 2018 ?

Monsieur le magicien... pardon, monsieur le ministre (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain*),...

M. Sébastien Denaja. Quel acteur !

M. Alain Chrétien. ...combien de milliards d'euros de dépenses non financées supplémentaires allez-vous laisser à vos successeurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics.

M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics. Monsieur le député, la Cour des comptes, comme vous, est dans son rôle. Mais, pour jouer son rôle à de nombreuses reprises, dans la durée, il faut toujours veiller à ne pas surjouer.

M. Yves Fromion. Vous devriez y penser !

Un député du groupe Les Républicains. C'est laborieux !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Il importe, pour s'y retrouver, de savoir d'où l'on vient, où l'on est et où l'on va. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

D'où vient-on, monsieur le député ?

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Et c'est reparti pour un tour !

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues, on garde son calme !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. En 2008, le déficit de notre pays atteignait 150 milliards d'euros ; il représentait 5,1 % du produit intérieur brut en 2011, un taux inégalé dans l'histoire de notre pays. Voilà d'où l'on vient.

Où en est-on, monsieur le député ? La Cour des comptes certifie régulièrement les comptes de l'État et ceux de la Sécurité sociale. En 2016, le déficit de l'État sera de 3,3 %, personne ne le conteste : il aura été réduit de moitié.

M. Olivier Audibert Troin. Bravo ! Tout va bien !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Enfin, où va-t-on, monsieur le député ?

M. Bernard Gérard. Dans le mur !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. On va vers un déficit qui sera inférieur à 3 % en 2017 ; même la Commission européenne, dans sa décision du 16 novembre dernier, l'a reconnu.

M. Olivier Audibert Troin. Ne nous faites pas rire !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. Je tiens donc à vous rassurer, monsieur le député. Cette majorité a réduit de moitié les déficits publics. Elle a inscrit, euro après euro, l'ensemble des dépenses pour 2017, dépenses liées en particulier à la majoration d'un certain nombre de budgets, afin d'assurer nos priorités, afin d'assurer la sécurité des Français, ce que personne n'a contesté.

Mon inquiétude, si inquiétude il y a, c'est d'entendre un certain nombre de candidats à la présidence de la République...

M. Bernard Gérard. Macron !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. ...dire qu'il ne faut pas respecter la trajectoire des finances publiques *(Exclamations et rires sur les bancs du groupe Les Républicains),...*

M. Antoine Herth. Oui, chez vous !

M. Christian Eckert, secrétaire d'État. ...en particulier du côté droit de l'hémicycle. Ce n'est pas le point de vue de ce gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. Antoine Herth. Le magicien ose tout !

Données clés

Auteur : [M. Alain Chrétien](#)

Circonscription : Haute-Saône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4572

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget et comptes publics

Ministère attributaire : Budget et comptes publics

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée au JO le : [25 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 janvier 2017](#)